



Mairie de La Trinité  
demandes.pm@villelt.fr  
LP/CO/CG/VM/OR

Le Maire de La Trinité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2212-2,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article L.511-1,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L.116-2 et R.116-2,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code du Commerce notamment les articles L.310-2 et R.310-8 sur les ventes au déballage,

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> Janvier 1980 portant règlement sanitaire départemental,

Vu l'arrêté municipal de police n° 04.02.15 du 24 février 2004 relatif à la lutte contre les nuisances sonores,

Vu l'arrêté municipal de police n° 24.02.18 du 16 février 2024 règlementant le marché de la place Pasteur,

Vu la délibération n° 21 adoptée en Conseil Municipal du 21 mars 2024 portant modification du règlement général de voirie d'occupation du domaine public,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer ce type d'installation et ce, dans l'intérêt de la tranquillité et la sécurité publique,

Vu la demande d'occupation du domaine public,

<b>DE :</b> <i>Association FCPE TRINITÉ CENTRE</i> ☎ : 06 58 90 22 51
<b>REPRÉSENTÉE PAR :</b> Monsieur Sylvain VERMANDE Vente de sapins et objets de décoration de Noël faits par les enfants des écoles
<b>ASSURANCE :</b> APAC ASSURANCES
<b>VALIDITÉ :</b> du 1 <sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024
<b>EMPLACEMENT MARCHÉ :</b> SAMEDI
<b>LIEU :</b> Place Pasteur

Considérant qu'il y a lieu de réglementer ce type d'installation et ce, dans l'intérêt de la tranquillité et la sécurité publique.

### ARRÊTE

**ARTICLE 1/** Il est accordé à titre gracieux à l'association FCPE TRINITÉ CENTRE représentée par monsieur Sylvain VERMANDE un permis de stationnement délivré dans les conditions précisées aux articles ci-après pour l'installation sur le domaine public, d'un emplacement hebdomadaire sur la place Pasteur pour le marché **du samedi 07 décembre 2024.**

**ARTICLE 2/** Cette autorisation est délivrée sous réserve que l'exploitant se conforme aux conditions suivantes :

- Les tables, barnum, parasols destinés aux clients, et les chevalets sont autorisés,
- Tout dispositif d'ancrage au sol est interdit,
- Aucune dalle ne sera réalisée sur la partie du domaine public,
- Toute vente à même le sol est interdite ainsi que la vente dite « à la criée »,
- L'emplacement devra rester libre de tout déchet après l'occupation de l'emplacement par le pétitionnaire,
- Toute infraction au stationnement ou dégradation entraînera le responsable à un retrait immédiat de l'autorisation d'exposer et à une verbalisation.

**ARTICLE 3/** Ce stand, exercé au moyen d'un banc et barnum, sera autorisé sur la place Pasteur **de 06 h 30 à 15 h 30 sans dépassement possible. En revanche, aucun stationnement n'est autorisé sur le parvis de la place Pasteur, les déchargements et chargements de marchandises s'effectueront à partir des places en créneau du n° 11 au n° 3 place Pasteur (côté droit du sens de la voie de circulation).**

**ARTICLE 4/** Le pétitionnaire sera tenu de laisser le libre accès en tout temps et sans délai aux services de secours, d'urgence et de livraison, aux différentes compagnies concessionnaires (EDF, GDF, CGE, PTT) ainsi qu'aux services municipaux, police municipale et aux entreprises travaillant pour leurs comptes appelés à intervenir sur le sol.

**ARTICLE 5/** Le pétitionnaire se verra notifier son arrêté pour la période donnée auprès du service de la police municipale, du lundi au vendredi aux heures d'ouverture de 08 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00.

**ARTICLE 6/** Cette autorisation accordée au titre précaire et révoquant sous réserve des droits des tiers pourra à tout moment être retirée ou modifiée soit pour motif d'intérêt général soit pour non-exploitation de l'emplacement pendant une durée d'un mois, sans donner droit à aucune indemnité, ni compensation.

**ARTICLE 7/** Le pétitionnaire devra souscrire les assurances nécessaires à cette installation, assumera toutes les responsabilités de cette occupation et dégagera celle de la Commune de La Trinité. Il fera son affaire de tous dommages aux tiers et recours de ceux-ci relatifs à son installation et son activité.

**ARTICLE 8/** Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté rendront celui-ci caduc. Dans ce cas, le pétitionnaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement. De plus, toute infraction à la présente sera relevée par rapport établi par la police municipale. De ce fait, ce permis de stationnement sera rapporté de plein droit.

**ARTICLE 9/** Il est interdit au titulaire de l'autorisation qui devra obligatoirement **exploiter lui-même son commerce, sous peine de résiliation de la présente autorisation :**

- De troubler l'ordre public,
- De changer sans autorisation la nature du commerce,
- De céder ou de louer l'emplacement que le titulaire est autorisé à occuper.

**ARTICLE 10/** Toute décision administrative faisant grief peut dans le délai de deux mois à compter de sa notification,

- Soit faire l'objet d'un recours auprès de la commune dans les deux mois suivant la publication de l'acte. Le silence gardé par la commune, valant rejet implicite du recours gracieux ;
- Soit faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif par voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).



**ARTICLE 11/** Cet arrêté prend effet à la date de signature. Il sera disponible et consultable sur le site de la ville [www.villedelatrinite.fr](http://www.villedelatrinite.fr).

**ARTICLE 12/** Monsieur le directeur général des services, monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie, madame la cheffe de service de la police municipale de la commune et *l'association FCPE TRINITÉ CENTRE* représentée par monsieur Sylvain VERMANDE, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Trinité, le

06 DEC. 2024

Ladislav Polski  
Maire de La Trinité  
Vice-Président de la Métropole Nice Côte d'Azur

